

## Bulletin d'histoire politique

### L'action politique des mouvements sociaux de 1980 à 2007

Philippe Boudreau



Volume 19, Number 2, Winter 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054902ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054902ar>

[See table of contents](#)

#### Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique  
VLB Éditeur

#### ISSN

1201-0421 (print)  
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

#### Cite this article

Boudreau, P. (2011). L'action politique des mouvements sociaux de 1980 à 2007. *Bulletin d'histoire politique*, 19(2), 215–224. <https://doi.org/10.7202/1054902ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2011

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# L'action politique des mouvements sociaux de 1980 à 2007

PHILIPPE BOUDREAU<sup>1</sup>  
*Collège Ahuntsic*

Comparées aux deux décennies précédentes (les années 1960 et 1970), remarquablement fécondes au plan de l'agitation sociale et de la progression des conditions de vie, les années 1980 et 1990 peuvent sembler, par contraste, sombres et éprouvantes pour les forces progressistes. Elles méritent toutefois qu'on s'y intéresse attentivement, car elles correspondent à une période significative de recomposition de l'action politique de gauche au Québec. Dans cet article, nous proposons de retracer les jalons de cette recomposition dont les dimensions sont multiples. Pour ce faire, nous examinerons l'évolution du rapport de quelques mouvements sociaux à l'action politique. Cet examen se fera en découpant la période contemporaine en trois phases distinctes : 1980 à 1988, 1989 à 1995, 1996 à 2007.

Nous définissons ainsi l'action politique de ces mouvements : elle a trait à leurs incursions sur le terrain de la transformation sociale qui dépassent les considérations sectorielles de chacun d'eux et participent à la projection d'aspirations populaires larges à l'avant-scène de l'actualité. Ces incursions peuvent avoir pour enjeu, par exemple, le rôle général de l'État, l'idéal de justice sociale, l'horizon de la libération nationale, le refus de la guerre, la politique partisane ou encore, plus simplement, l'élaboration d'une culture progressiste commune aux composantes des divers mouvements.

## 1980-1988: le changement de paradigme

Le début de la décennie 1980 marque, pour nombre de pays occidentaux, un réveil brutal à deux égards : une profonde récession mondiale les frappe et c'est l'entrée en scène du néolibéralisme. À cela s'ajoute, au Québec, la déroute de la stratégie péquiste avec l'échec référendaire de mai 1980,

l'isolement du Québec durant les négociations constitutionnelles de 1981, puis son corollaire, le rapatriement unilatéral de la constitution par Ottawa en 1982. Par-delà le désarroi du gouvernement et du Parti québécois sur la question nationale, c'est tout le mouvement nationaliste qui est désorienté.

L'année 1982 sonne la fin d'une époque à plus d'un titre; deux autres facteurs importants vont déstabiliser les progressistes. D'abord, l'imposition des lois spéciales 70 et 105 lors des négociations du secteur public est ressentie comme une catastrophe dans les rangs syndicaux et révèle la vraie nature du PQ quant à son soi-disant «préjugé favorable aux travailleurs». Ensuite, la crise du marxisme, dont la dissolution d'En Lutte! et la débandade du PCO<sup>2</sup> n'est que la manifestation la plus visible, va entraîner de profondes remises en question tant au plan intellectuel qu'à celui de la pratique politique.

À l'échelle de la gauche québécoise, tous ces événements font figure de séismes. Certains y ont vu le signal d'une descente aux enfers, dont le camp progressiste ne se serait encore jamais remis à ce jour. La réalité est évidemment plus complexe et elle est même, probablement, paradoxale. En outre, ces cuisants revers étaient peut-être les conditions requises, à gauche, pour un réexamen critique et pour l'incubation de nouvelles perspectives. Voyons comment, en nous penchant sur la façon dont les mouvements sociaux ont réagi à ce contexte, puis abordé des enjeux relevant de l'action politique.

Alors qu'en Grande-Bretagne et aux États-Unis le mouvement ouvrier est broyé par la droite néolibérale<sup>3</sup>, au Québec, les syndicats et les autres mouvements sociaux parviennent tant bien que mal à garder la tête hors de l'eau. Si les organisations syndicales réussissent de justesse à sauver les meubles, ce sera à très fort prix cependant: le secteur public, plaqué au sol, ne connaîtra jamais plus la possibilité de gagner un bras de fer contre l'État<sup>4</sup>, l'accommodement avec la logique du capitalisme sera de plus en plus manifeste (ex.: création du Fonds de solidarité de la FTQ en 1983) et, plus globalement, c'est l'idée même d'un syndicalisme de combat, sachant confronter les pouvoirs de l'État et du capital, qui sera évacuée peu à peu par les élites syndicales. Les effets de la fronde néolibérale se font durement sentir jusque dans les appareils syndicaux qui, dans un réflexe de survie, opteront franchement pour la concertation.

D'autres mouvements sociaux s'en tirent mieux. Le mouvement des femmes, qui a connu une poussée fulgurante durant la décennie 1970, profite encore du «momentum» induit par cette lancée. Durant la décennie 1980, son élan ne semble jamais avoir été sérieusement brisé; c'est l'ère d'une multiplication remarquable des organismes d'entraide, de soutien et de services aux femmes<sup>5</sup>. Des avancées sont alors encore possibles, tant à l'échelle de la société (consécration du droit à l'avortement avec deux

jugements de la Cour suprême) qu'à l'échelle des mouvements sociaux (les revendications et grilles d'analyse féministes faisant leur chemin dans ceux-ci, et les militantes prenant de plus en plus leur place, aux divers échelons de la vie démocratique des organisations de masse)<sup>6</sup>.

L'un des rares historiens du mouvement étudiant, Benoît Lacoursière, situe au sein des années 1980 l'âge d'or du syndicalisme étudiant<sup>7</sup>. Par contraste, avec la mort de l'Union générale des étudiants du Québec en 1969, les années 1970 avaient été caractérisées par l'absence d'une organisation étudiante nationale jusqu'en 1975 (année de création de l'Association nationale des étudiants du Québec), puis par la reconstruction d'un mouvement structuré jusqu'à la fin de la décennie<sup>8</sup>. L'action étudiante de la période 1983 à 1988 est jugée par Lacoursière particulièrement combative et exemplaire<sup>9</sup>.

L'un des facteurs de cette relative vitalité des mouvements sociaux réside peut-être dans le nouveau rapport qui s'exprime à ce moment-là à l'égard de l'action partisane, les véhicules les plus visibles auxquels s'identifiaient les progressistes étant discrédités. Ainsi, entre 1983 et 1985, le «membership» du PQ connaît une saignée considérable, attribuée au sort réservé par le gouvernement aux employés-es du secteur public et au virage dit du «beau risque» imposé par René Lévesque en 1984. Le Mouvement Socialiste n'arrive jamais à décoller, tandis que les organisations maoïstes ont été dissoutes.

La voie privilégiée alors semble être le repli vers les mouvements sociaux. Dans son livre *La communauté perdue*, Jean-Marc Piotte ausculte le sentiment qui habite des individus dont l'itinéraire de vie les a intimement liés à l'extrême gauche ou au PQ<sup>10</sup>. L'auteur entend les amener à faire le bilan des vingt années qui viennent de passer. Au chapitre intitulé «L'immersion dans le présent», Piotte décrit de quelle façon un grand nombre d'entre eux, tout en demeurant engagés, ont choisi de réorienter leur militantisme vers des activités exclusivement non-partisanes: mouvement des femmes, syndicat, groupe communautaire, solidarité internationale, etc.

En définitive, eu égard à la politique partisane, la période 1980-1988 est caractérisée par une profonde désaffection<sup>11</sup>. En 1989, le politologue Kenneth George le constate crûment:

Par rapport à ce que nous avons connu, un changement réel s'est opéré dans la dynamique des groupes sociaux. [...] L'expérience de créer un parti et d'y investir toutes les ressources [...] dont disposent les groupes sociaux a été vécue. L'expérience de la victoire de ces partis, de l'exercice du pouvoir par eux a aussi été vécue. L'enseignement majeur de ces expériences, tant au niveau municipal qu'au provincial: les dividendes n'en valaient pas l'investissement. Aujourd'hui, on a la désillusion à la grandeur de nos illusions passées. Qui aurait cru que le Parti québécois agirait comme il l'a fait avec les syndicats du secteur public? Qu'il aurait fait si peu face aux problèmes des plus démunis

de la société ? Qui aurait cru que le RCM, comme il l'a fait dans le cas de l'îlot Overdale, s'associerait avec des promoteurs plutôt qu'avec des locataires désireux de transformer leurs logements en coopérative d'habitation ?<sup>12</sup>

Au-delà de ce constat exprimant bien un sentiment prévalant à l'époque, on doit scruter ce qui est en train de changer entre les groupes sociaux et le parti, quel qu'il soit. N'a-t-on pas là le prélude à un renouvellement du rapport à la sphère partisane, en vertu duquel la relation hiérarchique entre parti et mouvements serait en train de changer ? Nous faisons l'hypothèse que oui. Et que du même souffle, c'est toute une conception du changement sociopolitique qui évolue, abandonnant lentement les modèles importés, les grands schémas directeurs ou les rêves du « grand soir ». Durant les années 1970, un rapport inégal s'était développé entre parti et mouvements, qui faisait du premier la source privilégiée de définition du projet de changement social. Les années 1980 marqueraient donc un retour du balancier, un rajustement considérable de l'équilibre entre les deux, autorisant les mouvements sociaux à redevenir un jour, éventuellement, le creuset principal où s'élaboreront les projets de transformation sociale.

Au même moment, un processus connexe s'affirme au chapitre de la question nationale. Plusieurs acteurs des mouvements sociaux réalisent que ce fut une erreur de laisser au PQ la maîtrise d'œuvre en cette matière. Bien sûr, l'échec référendaire et, plus généralement, le cul-de-sac auquel a conduit la stratégie nationaliste du PQ contribuent beaucoup à cette lecture. Mais c'est davantage le contenu du projet d'émancipation nationale qui est visé. Au lieu de laisser toute la patinoire au PQ, il aurait fallu que ce projet soit élaboré par les mouvements sociaux, dont le mouvement des femmes par exemple. Traitant de celui-ci, c'est la conclusion à laquelle arrive Claire Brassard, aux lendemains du référendum de 1980 :

À partir de 1974-1975 [...] la question de l'indépendance a été mise sur les tablettes. [...] Pour nous, « la » question politique se situait au cœur des rapports d'exploitation et non pas à l'intérieur de la discussion pouvoir provincial versus pouvoir fédéral. [...] Nous leur avons [...] abandonné le « crachoir » sur la question de l'indépendance. Grande erreur. L'indépendance était devenue l'apanage quasi exclusif du PQ comme meneur de jeu dans cet important débat. [...] le PQ a été épargné [...] d'une quelconque alternative à son projet. [...] Nous ne développons pas [...] une autre analyse, une autre perspective politique au projet d'indépendance tel que proposé par le PQ<sup>13</sup>.

### 1989 à 1995 : le tourbillon nationaliste

Dans les rangs syndicaux, une lecture similaire a pris forme. Dès 1980, Gérald Larose appelait le mouvement syndical à développer « une stratégie offensive visant à faire de la question nationale un levier pour la

question sociale»<sup>14</sup>. Ce mouvement ne pouvait plus «laisser au Parti québécois le soin de définir seul l'avenir des droits et du statut du Québec»<sup>15</sup>. Larose ajoutait : «le mouvement syndical contribuera à briser l'hégémonie du Parti québécois sur la question nationale et à favoriser l'émergence d'un véritable courant populaire ayant pour objet l'indépendance du Québec dans le cadre d'une société socialiste»<sup>16</sup>. Si le dosage entre indépendance et socialisme a évolué avec le temps, en faveur de la première et aux dépens du second, il reste que ces déclarations annoncent en partie l'agenda de celui qui sera président de la CSN de 1983 à 1999, mais aussi l'évolution de l'action politique de cette centrale sous son leadership.

La conjoncture va spécialement s'y prêter à partir de 1989, alors que l'agitation nationaliste est provoquée par un jugement de la Cour Suprême contre les dispositions de la Loi 101 sur l'affichage. La polarisation s'accroît à mesure que des acteurs fédéralistes attaquent par tous les moyens possibles la clause de la société distincte de l'Accord du Lac Meech. Un déferlement de ferveur nationaliste se manifestera en 1990 quand des forces fédéralistes opposées à la reconnaissance constitutionnelle du fait national québécois parviendront ultimement à torpiller l'Accord.

Le mouvement syndical a alors eu tout le temps de faire le bilan de la gestion péquiste de la question nationale et son verdict est de plus en plus clair : lorsqu'on lui en confie toute la garde, le PQ est incapable de porter seul, sur ses épaules, cet enjeu<sup>17</sup>. En 1990, les centrales adoptent pour la première fois une position très clairement indépendantiste. Puis, à travers leur direction respective, elles vont tenter d'imprimer leur propre marque à la démarche d'indépendance, avec projet de société à la clé. La mise sur pied de la coalition Partenaires pour la souveraineté, en janvier 1995, traduit cet objectif, de même qu'une tentative réelle de donner un contenu progressiste au projet d'indépendance : justice sociale, droits des femmes, démocratisation, tolérance, pluralisme, etc.<sup>18</sup>.

Le mouvement des femmes saisira lui aussi à bras-le-corps cet enjeu politique qui, quoiqu'on fasse, interpelle déjà toute la société québécoise. Dès 1990, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) prend position en faveur de la souveraineté devant la Commission Bélanger-Campeau. Jusqu'en 1995, la FFQ cherchera à lier étroitement féminisme, justice sociale et souveraineté dans un projet de société de son cru. Cette fois-ci, le mouvement des femmes, sans être unanime évidemment, mettra l'essentiel de son poids en faveur du Oui au référendum. Ce faisant, il prolonge une interprétation qui est sienne depuis les années 1960, à l'effet qu'émancipation nationale et émancipation des femmes soient intimement liées<sup>19</sup>. Il serait donc injuste et réducteur d'expliquer cet engagement du mouvement des femmes comme étant le fruit d'une vulgaire instrumentalisation, par le PQ, des «leaders» de ce mouvement social.

En matière de politique partisane, la retenue des mouvements sociaux est toujours de mise. Deux exceptions doivent cependant être signalées : l'appui très clair de la FTQ au PQ en 1989 et l'intérêt exprimé quelques années plus tard à l'égard du Bloc québécois sur la scène fédérale. Plusieurs têtes d'affiche syndicales, la plupart de la CSN, migreront alors au Bloc : Gilles Duceppe, Pierre-Paul Roy, Pierre Paquette, Francine Lalonde (qui a fait un passage au PQ), Osvaldo Nunez.

Les mobilisations à caractère social se poursuivent ; les batailles les plus significatives sont enclenchées par le mouvement féministe, le mouvement communautaire et le mouvement étudiant, qui initient de vastes coalitions. Les luttes marquantes ont pour objet l'aide sociale (Loi 37), l'assurance-emploi (réforme Axworthy) et l'accès aux études supérieures (frais de scolarité, aide financière). Les féministes contribuent au climat de remobilisation avec la marche Du pain et des roses. Dans un contexte où le mouvement syndical déploie une grande énergie sur le front national, ces luttes laissent voir le leadership que peuvent exercer d'autres mouvements sociaux, parvenant à maintenir constamment à l'ordre du jour la question sociale. Même si les gains sont inférieurs aux attentes, les acteurs prennent du courage et emmagasinent des forces pour la période subséquente<sup>20</sup>.

### **1996-2007 : nouvelle donne pour les mouvements sociaux**

À partir de 1996, d'importantes fissures apparaissent dans le bloc social qui s'était coalisé autour du projet de souveraineté. Le gouvernement, maintenant dirigé par Lucien Bouchard, veut associer les composantes de la société civile à l'équivalent d'un programme d'ajustement structurel pour l'État québécois. Il convie celles-ci à un sommet économique, en comptant bien les faire adhérer à ce régime minceur. L'issue de cet événement, au cours duquel le gouvernement refuse de s'engager à ce que les personnes les plus démunies de la société ne fassent pas les frais du « déficit zéro », divisera les mouvements sociaux. Les porte-parole du mouvement féministe et du mouvement communautaire quittent avec fracas le sommet, tandis que les dirigeants des centrales offrent la caution syndicale au plan gouvernemental<sup>21</sup>.

Assez rapidement, le « déficit zéro » s'avérera être une vraie médecine de cheval pour les pauvres, pour les services publics et pour les salariés-es de l'État. Dans les centrales, la base critiquera ouvertement le consensus auquel ont souscrit les chefs syndicaux. Entre novembre 1996 et juin 1997, les instances larges des centrales se prononcent à tour de rôle contre le consensus du déficit zéro auquel les directions syndicales ont souscrit<sup>22</sup>. En 1998, la CSQ puis la CSN se retirent de la coalition Partenaires pour la souveraineté<sup>23</sup>. La critique à l'égard du Parti québécois atteint de nouveaux sommets.



Un nouveau mouvement social fait son apparition : l'altermondialisme, incarné par des groupes comme SalAMI, Alternatives, ATTAC-Québec, la Convergence des luttes anticapitalistes, etc. À travers des coalitions comme le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), la Table de convergence ou encore Opération Québec Printemps 2001, les organisations des autres mouvements sociaux sont invitées à prendre leur place dans la mobilisation globale contre le néolibéralisme. C'est non seulement une critique du « tout au marché » de mieux en mieux articulée qui ré-émerge, mais une façon pour les mouvements de travailler ensemble, par-delà les différences. À l'image du Forum social mondial, dont la première édition a lieu en 2001, cette inclination pour la mise en réseaux traduira une culture politique de plus en plus inclusive, pluraliste et horizontale. L'altermondialisme et le travail en coalition alimentent un processus de fertilisation croisée des mouvements. La culture militante se transforme peu à peu, s'éloignant des approches « top/down », tournant le dos à la centralisation comme aux avant-gardes autoproclamées et appelant à la fin de toute hiérarchisation des luttes<sup>24</sup>.

Le rapport hiérarchique entre les mouvements sociaux, après avoir été au *xx<sup>e</sup>* siècle très favorable au mouvement ouvrier, est transformé. Au sein de celui-ci, la contribution du secteur public n'est plus celle de la période 1968-1979 ; les lois spéciales successives et les coupes sombres qui se sont abattues sur lui font en sorte qu'il n'est plus la locomotive qu'il a déjà été. Dans le concert des mouvements sociaux, les organisations syndicales doivent peu à peu s'habituer à leur nouveau statut : elles n'ont plus le lustre combatif d'antan et, sauf exception, ne sont plus l'initiateur majeur des grandes mobilisations populaires (Marche mondiale des femmes de l'an 2000, Sommet des peuples de Québec en 2001, manifestations contre la guerre en Iraq en 2003, fronde étudiante contre le gouvernement Charest en 2005, Forum social québécois de 2007), bien qu'elles s'y investissent souvent, y jouant même parfois un rôle précieux.

Ces diverses évolutions, et surtout les succès de mobilisation rencontrés, donnent suffisamment confiance à divers segments des mouvements sociaux pour que ceux-ci projettent leur action sur la scène politique avec de nouveaux véhicules partisans, créés entre 2002 et 2004, comme l'Union des forces progressistes, Option citoyenne, puis Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre. Ce regain d'intérêt pour la vie partisane suit la période de sevrage des deux décennies précédentes, qui a permis à une génération de militants-es de panser les blessures infligées par l'asservissement au parti et à sa Cause (la souveraineté pour les péquistes, la révolution pour l'extrême gauche).

Il traduit aussi l'ambition des acteurs sociaux d'accroître leur pouvoir par différents moyens, y compris celui de s'investir sur la scène politique, soit en prétendant ramener à gauche un PQ qui déjà en 2004



tanguait dangereusement à droite (SPQL), soit en affirmant la nécessité de le dépasser (UFP, Option citoyenne). Plusieurs têtes d'affiche des mouvements féministe et communautaire joueront un rôle déterminant dans cette évolution, qui aboutira à la création de Québec solidaire en 2006. Le féminisme, plutôt que d'être une épine au pied des partis (comme ce fut le cas dans les années 1970), semble au contraire devenu un facteur d'épanouissement de l'action partisane, en particulier dans le cas de QS.

Au fil de ses ruptures avec les mouvements sociaux et la social-démocratie, le PQ laisse de plus en plus vacant l'espace politique à gauche, dans son espoir de rallier un électorat qui semble migrer vers la droite. La niche occupée par QS traduirait donc un certain réalignement des acteurs partisans. Coexistant avec un Bloc québécois n'ayant presque rien à lui envier, le PQ semble se résoudre lui-même à l'idée de ne plus être le seul dépositaire du projet souverainiste. Dans ce contexte, l'arrivée de QS peut être interprétée comme le retour, après une longue absence, de la jonction entre indépendance et socialisme<sup>25</sup>, deux idéaux que nombre d'acteurs progressistes ont tenté de concilier depuis les années 1960, mais qui avaient été peu à peu disjoints sous la poussée hégémonique du PQ et des organisations marxistes-léninistes.

La recomposition de l'action politique des mouvements sociaux durant les années 1980 et 1990 va au-delà d'une réappropriation par ceux-ci de la question nationale. La hiérarchie entre ces mouvements a changé ; les syndicats apprivoisent cette nouvelle donne et la perméabilité entre eux et les autres mouvements est encore appelée à croître. Par ailleurs, des pans importants des mouvements semblent avoir reconstruit en partie leur rapport à l'action politique, non seulement en renouvelant leur culture et leur pratique militantes, mais en modifiant leur relation à l'égard de certaines catégories de l'action politique classique. Ainsi en serait-il de la forme parti, qui n'est plus tant perçue comme la source ou le lieu d'élaboration de l'alternative politique, mais bien comme une projection, sur la scène électorale, d'un projet de société d'abord élaboré par les mouvements sociaux eux-mêmes.

## Notes et références

1. Doctorant en science politique à l'Université d'Ottawa. L'auteur enseigne cette discipline au collège Ahuntsic. Il a co-écrit avec Claude Perron le *Lexique de science politique* (dont la troisième édition paraîtra en 2011) et *La gauche et la droite*, deux ouvrages publiés chez Chenelière Éducation.
2. La mort clinique du Parti communiste ouvrier est constatée en 1983.
3. Pensons à la position dans laquelle se retrouve le mouvement syndical de ces deux pays durant la première moitié de la décennie, connaissant le sort des contrôleurs aériens en grève, tous congédiés sous la présidence de Ronald

Reagan et celui des mineurs anglais qui furent écrasés sous le règne de Margaret Thatcher.

4. Malgré tout, quelques catégories, échappant à la négociation regroupée du secteur public, continueront de mener des luttes exemplaires et feront à la longue des gains significatifs, comme les chargés-es de cours universitaires. Les travailleuses en garderie, à partir de la fin des années 1990, feront belle figure elles aussi.
5. Francine Descarries, «Le mouvement des femmes québécois : état des lieux», *Cités*, n° 23, 2005, p. 150.
6. D'ailleurs, les comités-femmes y sont bien organisés, très actifs, et exercent une influence palpable.
7. Lacoursière, Benoît. *Le mouvement étudiant au Québec, de 1983 à 2006*, Montréal, Sabotart, 2007, 179 p.
8. Bélanger, Pierre. *Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes (1960-1983)*, Montréal, Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec, 1984, 208 p.
9. Lacoursière, Benoît, *op. cit.*, p. 25 à 66.
10. Jean-Marc Piotte, *La communauté perdue. Petite histoire des militantismes*, Montréal, VLB, 1987, 142 p.
11. À une exception près : la scène municipale (RCM à Montréal et RP à Québec), qui draine une partie des forces de certains mouvements sociaux.
12. Kenneth George, «Les groupes sociaux et l'élection : non-ingérence, quasi-indifférence», *Vie ouvrière*, n° 221, novembre-décembre 1989, p. 29.
13. Claire Brassard, «Le référendum de mai et les groupes féministes», dans Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, Montréal, Nouvelle optique, 1980, p. 69-70.
14. Gérald Larose, «Les syndicats et le référendum», dans N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard (dir.), *op. cit.*, p. 62.
15. *Idem*, p. 63.
16. *Idem*.
17. Roch Denis et Serge Denis, «L'action politique des syndicats québécois, de la révolution tranquille à aujourd'hui» dans Alain G. Gagnon (dir.), *Québec : État et société*, Montréal, Québec/Amérique, 1994, p. 169-170.
18. Serge Denis «De l'apolitisme à la souveraineté : l'action politique de la CSN, essai de synthèse», dans Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *La CSN : 75 ans d'action syndicale et sociale*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998, p. 151-152.
19. Patrice LeClerc et Lois A. West, «Feminist Nationalist Movements in Quebec: Resolving Contradictions?» dans Lois A. West (dir.), *Feminist Nationalism*, New York, Routledge, 1997, p. 220-246.
20. Lire par exemple le témoignage de Françoise David sur la marche «Du pain et des roses» dans Judy Rebick, *Ten Thousand Roses. The Making of a Feminist Revolution*, Toronto, Penguin, 2005, p. 246-250.
21. Plan qui, dans une large mesure, épargne le milieu des affaires.
22. Jean-Marc Piotte, *Du combat au partenariat*, Montréal, Nota Bene, 1998, p. 267-268.

23. Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec*, Montréal, VLB, 2008, p. 49-50.
24. Diane Lamoureux, « Québec 2001 : un tournant pour les mouvements sociaux québécois ? », dans F. Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*, Montréal, Lux éditeur, 2008, p. 11 à 34.
25. Jacques Pelletier, *Question nationale et lutte sociale. La nouvelle fracture*, Montréal, Nota Bene, 2007, p. 40-41.